

présenté à la Chambre en décembre dernier a été préparé en tenant compte des prévisions du Conseil économique concernant les dépenses en immobilisations.

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Nous avons en main nos propres provisions concernant l'année à venir; c'est le ministère de l'Industrie et du Commerce qui les avait mises au point. Notre budget s'appuyait sur ces renseignements. A tout événement, ces prévisions étaient très voisines de celles du Conseil économique.

**L'hon. M. Stanfield:** Dois-je comprendre que le ministre n'avait pas en main les prévisions du Conseil économique établies d'après les données recueillies en octobre dernier par le Conseil lui-même?

**L'hon. M. Benson:** Je n'ai aucun accès secret aux activités du Conseil économique.

\* \* \*

#### QUESTION POSÉE AU CABINET

**M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Comme un vieillard de Trail souhaite retourner au gouvernement la somptueuse augmentation de 42c. accordée récemment au titre de la pension de vieillesse, le ministre voudra-t-il accepter cette contribution de 42c. pour alléger la conscience...

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

\* \* \*

#### LES FINANCES

##### LA POLITIQUE ET LES OBJECTIFS DU GOUVERNEMENT POUR 1971—PROPOSITION DE SUBVENTIONS TRANSFÉRABLES À L'ASSISTANCE PUBLIQUE

**M. S. Perry Ryan (Spadina):** Ma question s'adresse au ministre des Finances. Étant donné que le premier ministre de la Colombie-Britannique a demandé un moratoire d'un an avant d'entreprendre les pourparlers sur la constitution et compte tenu du chômage et des difficultés économiques qui se posent, le gouvernement entend-il exposer maintenant ses objectifs économiques et ses moyens d'action pour 1971 et de nous donner la date précise où on pourra réaliser le plein emploi?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le député demande au ministre de répondre au nom du gouvernement, à une question d'ordre très général et, à mon avis, cela ne peut se faire en ce moment.

**M. Ryan:** Sauf votre respect, Votre Honneur, je lui ai demandé de nous donner la date précise où le plein emploi existera au Canada. C'est très urgent.

**Une voix:** A quelle heure?

**M. l'Orateur:** Une question posée en ces termes ne me paraît pas réglementaire. Le député pourrait peut-être la reposer autrement.

**M. Ryan:** Le gouvernement reconsidérera-t-il du moins la demande faite par la Colombie-Britannique en vue

d'obtenir aux termes du régime d'assistance publique du Canada un projet trans-fédéral de subventions au bien-être?

**L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances):** Il me semble que la Colombie-Britannique n'a qu'à en faire la demande au gouvernement. Nous étudions toujours les demandes de la Colombie-Britannique, naturellement. En ce qui concerne les prévisions économiques pour 1971, je suggérerais à l'honorable député de lire mon discours...

**M. l'Orateur:** A l'ordre.

\* \* \*

#### LES CÉRÉALES

##### LES NÉGOCIATIONS EN VUE DU NOUVEL ACCORD INTERNATIONAL SUR LES GRAINS

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince Albert):** Je pose ma question au ministre de la Main-d'œuvre qui est comptable à la Chambre de la Commission du blé. Est-il maintenant en mesure de nous indiquer de façon générale si la conférence de Genève sur les problèmes du blé dans le monde a obtenu plus ou moins de succès?

**L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Pas encore, monsieur l'Orateur.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** La rumeur persistante selon laquelle les discussions ont pratiquement échoué est-elle justifiée, trois semaines s'étant écoulées sans qu'aucun progrès n'ait été réalisé?

**L'hon. M. Lang:** Comme l'a indiqué ma réponse précédente, il n'est pas opportun, à mon avis, de rendre compte à la Chambre maintenant de ces négociations.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Lorsque le ministre, à la tête du safari du cabinet, se rendra en Saskatchewan vendredi ou samedi, l'un ou l'autre des ministres fédéraux qui s'y trouveront, pour des raisons autres que sportives, pourrait-il informer la population de la Saskatchewan et de l'Ouest en général des perspectives pour la vente du blé à un prix juste et raisonnable?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît.

\* \* \*

#### AFFAIRES EXTÉRIEURES

##### LA POSSIBILITÉ DE RETRAIT DU CANADA DE LA COMMISSION INTERNATIONALE DE CONTRÔLE—LA PROPOSITION D'ENQUÊTE SUR L'INVASION DU LAOS

**M. Robert P. Kaplan (Don Valley):** Ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le Canada envisage-t-il de se retirer de la Commission internationale de contrôle, si ses efforts pour porter les autres pays membres de la Commission à enquêter sur la situation au Laos ne sont pas couronnés de succès?

**M. l'Orateur:** Le député admettra que la question posée est hypothétique.